



Sous le diktat des organisations patronales et plus particulièrement du Medef, le gouvernement persiste et signe ! Répondant toujours plus aux exigences de rentabilité des actionnaires, des marchés financiers et du capital, le gouvernement poursuit la mise en œuvre de sa politique visant à multiplier les exonérations et les allègements des cotisations sociales patronales et des impôts des entreprises.

Il tente de condamner le monde du travail à l'austérité à vie en imposant une purge budgétaire et une baisse de la dépense publique de plus de 50 milliards d'ici 2017 dont 21 milliards au titre du projet de loi de finances 2015. Dans un tel contexte, de nouvelles et lourdes attaques sont portées contre toutes les dimensions de l'action publique : celles de la sécurité sociale, celles de l'État et de ses opérateurs, celles des collectivités territoriales.

A l'évidence le gouvernement entend s'obstiner, avec une nouvelle séquence particulièrement agressive de la réforme de l'État et des collectivités territoriales :

- Mise en œuvre d'une réforme territoriale ayant pour objectif de réduire le périmètre et les champs de compétence des collectivités territoriales,
- Engagement d'une révision des missions des administrations centrales et déconcentrées poursuivant au moins trois objectifs : identifier celles qui continueraient à relever des missions de l'État, celles qui doivent être abandonnées ou transférées y compris à des opérateurs privés, celles qui doivent être exercées différemment.

Dans le même temps, le gouvernement poursuit les plans pluriannuels de suppression des emplois dans la fonction publique, diminue les crédits de fonctionnement et d'investissement, s'attaque aux services publics de pleine compétence et de proximité, nécessaires à la satisfaction des besoins des populations, en réduisant le nombre des implantations administratives.

Enfin, du fait de la volonté des pouvoirs publics d'organiser la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires, du refus de revaloriser significativement les budgets alloués au titre des politiques de l'action sociale, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, un nombre sans cesse croissant d'agents est aujourd'hui confronté à une dégradation des conditions de vie au et hors du travail.

Dans un tel contexte, la CGT Finances Publique Disi Ouest et Solidaires Finances Publiques réitèrent leur condamnation du pacte dit de « responsabilité » et les discours de culpabilisation des chômeurs et des fonctionnaires qui seraient responsables des déficits publics.

Lundi 6 octobre se tenait un CT Ministériel où les suppressions d'emplois et la réduction des moyens pour notre ministère ont été officiellement annoncées :

2466 suppressions d'emplois et 2% de diminution des moyens budgétaires.

Pour la DGFIP, ce serait près de 2000 emplois de supprimés !

Cette déclinaison pour notre ministère de la politique actuelle est intolérable et n'a de cesse de

mettre à mal nos missions et nos conditions de vie au travail.

L'informatique n'est pas épargnée : la baisse du budget informatique sera en 2015 « considérable » selon M. Issarni.

Rappelons que par une nouvelle note du 16 septembre, le 1er ministre précise ses objectifs :
-Interministérialité, simplification, mutualisation, regroupements,rappelant la déclinaison de la « démarche stratégique » à la DGFIP que nous refusons et qui a déjà été largement débattue.
-Economies budgétaires chiffrées dès le mois d'avril 2014, de 20% à 40% des dépenses informatiques d'ici trois à cinq ans.

Le 13 octobre dernier, devant le refus de la Direction Générale de soumettre au dialogue et de reporter les annonces faites en attendant la convocation d'un CTR, l'ensemble des organisations syndicales a quitté le groupe de travail informatique de la DGFIP.

La DiSI Ouest est de plein fouet touchée par cette politique régressive : les agents subissent les baisses de pouvoir d'achat, mais aussi les diminutions d'effectifs dans les services, où les conditions de travail se tendent de plus en plus ; les agents des ESI s'interrogent sur l'avenir de leurs missions et le mal-être au travail grandit, dans les CID, dans les ESI, à la DiSI.

Pour ne citer que quelques exemples :

- Le déménagement imposé pour des raisons budgétaires à Nantes aux agents de l'ex-DIT accroît ce malaise.
- L'organisation et le déménagement des agents de la CID49 est mal vécue. La surcharge de travail (installation des postes W7) qui s'est imposée en plus du travail de dépannage et ce dans des délais intenable, met les agents sous pression, rendant les conditions de travail difficiles.
- Le non remplacement de personnes qualifiées , PSE et PAU, à l'ESI 49 affaiblit certains services.

C'est dans ce contexte que se tient, ou plutôt doit se tenir aujourd'hui le comité technique de la DiSI Ouest.

Pour la CGT DISI ouest et Solidaires Finances Publiques, il est plus que jamais nécessaire de maintenir la pression pour obtenir une autre politique, notamment dans la perspective de l'action intersyndicale du 18 novembre prochain.

C'est pourquoi nos deux organisations ne participeront pas à la première réunion de ce comité technique.